

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



86/16

Allocution du
Très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
au sujet de l'aide
canadienne officielle
au développement

OTTAWA

Le 28 février 1986

Excellences,

Distingués membres du corps diplomatique,

Mesdames et Messieurs,

Je tenais à vous entretenir moi-même de l'engagement du gouvernement à l'égard du développement international, ainsi que des répercussions du budget. Comme vous le savez, gouverner c'est l'art d'équilibrer les priorités. Le Canada attache depuis toujours la plus haute importance à l'exercice d'une présence active dans le monde, et il s'est donné pour vocation particulière d'encourager les organismes multilatéraux et de favoriser le développement international. Ainsi que M^{me} Vézina, moi-même et le Premier ministre l'avons indiqué clairement depuis notre élection, c'est là une tradition canadienne que nous entendons maintenir et amplifier.

Nous sommes par ailleurs aux prises avec un sérieux problème économique interne. L'ampleur de notre déficit impose un fardeau tel à nos citoyens que le tiers de nos recettes fiscales est consacré au service de la dette. Nous estimons qu'une réduction du déficit nous permettra d'attirer les investissements et de stimuler la croissance au Canada. Le bilan des dix-huit derniers mois prouve que notre stratégie de réduction du déficit est efficace. Elle nous aura permis de réaliser une forte croissance économique et de créer 580 000 emplois. Nous entendons poursuivre cette politique économique qui, de toute évidence, produit des résultats.

Tous les secteurs du gouvernement doivent unir leurs efforts pour vaincre le déficit. Les Affaires extérieures n'y font pas exception, et il en est de même de l'aide publique au développement. Notre défi consiste à concilier deux priorités divergentes, à savoir réduire le déficit tout en accroissant nos contributions au développement international. Nous y parvenons fort bien.

Selon certains, nous aurions dû réduire davantage les fonds consacrés à l'APD. D'autres, par contre, pourraient soutenir le contraire. Nous avons établi un équilibre qui nous permet à la fois de répondre aux besoins immédiats du Canada et d'assurer la durabilité de notre engagement international.

En 1984, aux Nations Unies, j'avais exprimé l'intention du gouvernement de maintenir l'engagement du Canada d'atteindre l'objectif de l'aide publique au développement à 0,7 % du produit national brut d'ici 1990. Nous demeurons fermes dans cet engagement, mais nous sommes fixés de nouvelles dates cibles. Ainsi, nous entendons atteindre l'objectif de 0,6 % d'ici 1995 et celui de 0,7 % cinq ans plus tard.

Les gouvernements qui nous précédés se sont souvent contentés de promesses. Quant à nous, nous avons pris des mesures qui nous permettront d'atteindre l'objectif de 0,5 % dès l'an prochain, et d'en faire la base de notre contribution pour chacune des cinq prochaines années financières. Nous prévoyons ainsi que la contribution canadienne se maintiendra à 0,5 % du PNB au cours de chacun des cinq prochains exercices. Nous faisons plus que le prévoir, nous nous y engageons.

Comme notre économie est en pleine croissance, nous consacrerons donc 324 millions de dollars de plus à l'APD l'an prochain.

Les dépenses du Canada au titre de l'APD se sont établies à 8,7 milliards de dollars pour l'ensemble des cinq dernières années, et elles s'élèveront à 13,6 milliards de dollars sur les cinq prochaines années. Le Canada continuera d'avoir l'un des programmes d'aide qui connaît l'expansion la plus rapide sur la scène internationale, et ce programme restera le poste à plus forte croissance dans les dépenses discrétionnaires du gouvernement.

Il va sans dire que tous les Canadiens ont intérêt à la croissance économique. Mais les Canadiens qui se préoccupent du développement international ont une raison toute particulière de vouloir que notre économie soit florissante. En effet, nous nous sommes engagés à financer l'aide selon une formule qui fait que toute croissance de notre PNB entraîne automatiquement une augmentation des sommes que nous consacrons au développement international. Il importe aux pays que nous aidons que l'économie du Canada soit vigoureuse. Lorsque notre croissance se ralentit, le niveau de notre aide baisse en conséquence. En 1984, notre contribution a été inférieure de 120 millions de dollars aux prévisions, parce que notre économie, entravée par le déficit, n'a pas connu la croissance escomptée. Nous voulons renforcer le Canada pour contribuer au renforcement de l'économie mondiale.

Pour vous donner une idée de l'ordre de grandeur, je vous dirai que l'an dernier notre déficit équivalait presque au total des flux d'aide apportés à tous les pays en développement par tous les pays industrialisés, exception faite des donateurs du CAD. Je pourrais aussi vous présenter la situation sous un autre angle: comme les dépenses du gouvernement du Canada dépassaient chaque jour ses rentrées de 100 millions de dollars, au bout de quatre ou cinq jours notre déficit était comparable au PNB annuel total du Lesotho. En l'espace d'un mois, il devenait à peu près égal aux PNB conjugués du Libéria, de la Mauritanie et du Yémen du Sud. Sur toute une année, il équivalait, en se fondant sur les chiffres cités dans le tout dernier Rapport sur le développement dans le monde, à la somme des PNB du Tchad, de l'Éthiopie, du Mali, du Zaïre, du Malawi, du Burkina Faso, du Burundi, de la Tanzanie, du Rwanda, du Bénin, de la Guinée, du Togo et de la Sierra Leone.

Mais alors même que nous nous appliquons à réduire cet énorme déficit, nous nous rendons compte que la demande d'aide au développement continuera de croître, et de loin beaucoup plus rapidement que les disponibilités. Chaque jour de chaque année, l'urgence des besoins se fera sentir - le besoin d'apprendre, le besoin de protéger les sols, le besoin de planter des arbres, de creuser des puits et d'accroître la production alimentaire, aussi bien en Afrique que partout ailleurs dans le Tiers monde. Pour décider de la répartition de notre aide, il nous faudra encore et toujours faire des choix difficiles.

Le nouveau budget n'entraînera aucun changement dans nos priorités de dépenses au titre de l'APD. Il se pourrait toutefois que ces priorités changent au cours des prochains mois, par suite d'études de l'APD entreprises aux niveaux parlementaire et ministériel. Si ces changements interviennent, ils auront été motivés par des considérations de politique étrangère et de développement international, et non par la décision du Canada de réduire son déficit. Ils seront le résultat d'un processus d'examen public de la politique étrangère et de développement, que M^{me} Vézina et moi-même avons enclenché dès notre arrivée au Ministère.

Il ressort cependant du budget et des prévisions de dépenses que notre approche du développement international a effectivement changé sur trois points importants.

Le premier changement concerne les organisations non gouvernementales. Nous avons entrepris, et nous entendons continuer d'accorder relativement plus d'importance à ces instruments des citoyens que sont les organisations non gouvernementales. Le Canada achemine par la voie des ONG une plus forte proportion de fonds d'aide que tout autre grand donateur. Nous consacrons aux organisations non gouvernementales 8,7 % de notre APD, ce qui représente le double des fonds fournis par cette voie par le Danemark et la Norvège, le triple des dépenses affectées aux ONG par l'Australie, la Belgique et la Nouvelle-Zélande, et 25 % de plus que les sommes ainsi acheminées par l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Suède. Nous estimons en effet qu'en appuyant les efforts des ONG, nous pouvons venir en aide à bon nombre des peuples les plus défavorisés de la planète.

Le deuxième changement porte sur la relation entre le développement et le commerce. Vous savez sans doute que nous avons formé le projet d'instituer un mécanisme de commerce extérieur et de développement, dont le financement devait être assuré par la moitié de l'accroissement de l'APD au-delà de 0,5 %. Comme cet accroissement n'interviendra pas au cours des cinq prochaines années, nous avons décidé d'abandonner ce projet. Nous continuerons cependant de conjuguer les objectifs du commerce et du développement, dans le cadre du Programme de coopération industrielle de l'ACDI et par le biais de la Société d'expansion des exportations.

Enfin - le changement peut être le plus important -, nous avons décidé de définir de façon plus stricte ce que nous considérons comme constituant une aide publique au développement. En fait, nous avons décidé d'épurer l'APD. L'objectif que le Canada s'est engagé à atteindre porte sur les activités de développement économique. Dorénavant, notre APD sera calculée uniquement en fonction des subventions. Jusqu'à présent, nos prévisions de dépenses comportaient toujours un "crédit pour prêts". Celui-ci s'établissait à 200 millions de dollars pour l'exercice 1985-1986. Or, si cette somme n'était pas de refus, elle contribuait aussi à accroître l'endettement des pays bénéficiaires. Les sommes reçues du secteur prêts de notre programme d'aide figuraient dans les livres des pays bénéficiaires dans la colonne des débits, ce qui compliquait souvent leurs négociations avec le FMI.

Nous avons décidé de modifier notre approche. Le Canada a toujours été parmi les donateurs les plus libéraux. Nous nous joignons aujourd'hui à certains autres pays de l'OCDE qui ont adopté des programmes reposant exclusivement sur les subventions. Nous sommes convaincus que notre décision d'exclure désormais les prêts bilatéraux de l'APD marque un progrès concret dans la voie d'une aide plus efficace au Tiers monde.

Pour que notre aide serve encore davantage au développement, nous déploierons tous nos efforts pour veiller à ce qu'elle soit acheminée vers ceux qui en ont le plus besoin. Nous figurons parmi les 9 pays qui ont dépassé l'objectif de 0,15 % de l'APD pour les pays les moins avancés. Après la Norvège, le Canada est le pays qui affecte la plus forte proportion d'APD aux contributions aux organismes multilatéraux, 40 % de nos fonds d'aide étant acheminés par cette voie. Les groupes vulnérables doivent être protégés, et rien ne nous empêchera de réaliser cet objectif. Nous entendons consentir un effort particulier dans le domaine des soins aux enfants, et nous participerons très certainement à la campagne d'imunisation universelle en vue de contrôler et de réduire le taux de mortalité infantile. Nous comptons intensifier notre aide humanitaire internationale, pour venir davantage en aide aux réfugiés. Nous resterons par ailleurs le premier donateur mondial d'aide alimentaire par habitant, et nos contributions au développement agricole continueront d'être parmi les plus importantes, toujours par habitant. Enfin, nous avons accompli de réels progrès pour ce qui est de la pleine participation des femmes à nos efforts de coopération, aussi bien en tant qu'agents que bénéficiaires du développement, et nous entendons poursuivre dans cette voie.

L'aide que nous apportons à nos plus proches voisins en développement, les peuples des Antilles et de l'Amérique centrale, a doublé entre 1983 et 1985. Nous entendons la maintenir à ce niveau. Nous sommes tout particulièrement conscients de ce que le peuple d'Haïti traverse en ce moment une période historique. Nos deux pays sont intimement liés par un solide réseau de préoccupations humaines, de relations familiales et d'engagements personnels. Nous ferons tout en notre pouvoir pour apporter au peuple haïtien la promesse d'un avenir meilleur.

Et enfin, il y a l'Afrique... Les Canadiens ont peut-être été les donateurs les plus généreux et les Occidentaux les plus personnellement concernés lors de la

récente crise en Afrique. Nous soutiendrons l'Afrique tout au long de son cheminement. Nous continuerons de lui fournir la nourriture, les secours et l'aide au développement dont elle a si manifestement besoin. Et, tout particulièrement, nous trouverons de nouveaux moyens pour appuyer les gouvernements qui s'efforcent de mettre de l'ordre dans leurs affaires et pour régler les problèmes fondamentaux de développement à long terme que connaît l'Afrique.

Le gouvernement et le peuple du Canada sont très désireux d'aider l'Afrique à sortir de la crise et à miser enfin sur un avenir meilleur. Nous n'avons cependant pas encore décidé de la forme que prendront nos initiatives à cette fin. C'est peut-être là le plus grand défi que nous avons à relever dans le domaine du développement international pour les mois et les années immédiatement à venir.

Avant Noël, j'ai eu le très grand plaisir de visiter encore une fois l'Asie du Sud. Il va sans dire que l'Inde et le Pakistan sont encore confrontés à d'énormes problèmes. Mais je n'ai pas manqué d'être impressionné et très vivement encouragé par les signes évidents de progrès, et par ce qui a pu être accompli en dépit de tout.

Et il m'a été source de très profonde satisfaction de savoir que par ses 35 années de coopération au développement dans cette région du monde, le Canada a joué un rôle important dans ces réalisations. Ma visite en Asie m'aura appris que le progrès est effectivement possible, que les efforts persistants et les investissements effectués à bon escient finissent par porter fruit, pour le bien de tous. Je suis confiant que les progrès réalisés en Asie pourront aussi s'accomplir en Afrique.

En terminant, je voudrais vous rappeler les mots de ma collègue, l'honorable Monique Vézina, lors de son allocution aux employés de l'ACDI hier:

"Les réductions budgétaires ne devraient pas être interprétées comme un changement de philosophie ou d'objectifs. Nous avons un engagement collectif envers les principes et les objectifs du développement, engagement qui nous a donné l'une des meilleures réputations au monde dans ce domaine; cet engagement déborde les infrastructures bureaucratiques et les allocations budgétaires. Nous parlons ici de la volonté humaine et de la détermination politique. Nous devons absolument maintenir l'intégrité de notre programme de développement, de sorte que les Canadiens puissent continuer à tirer fierté de la place qu'occupe notre pays dans le monde."